

LES FORCES ARMÉES CENTRAFRICAINES FACE AUX DÉFIS DE LA SÉCURITÉ ET DE LA RESTAURATION DE LA PAIX DURABLE

Dr Anicet Hyacinthe BEKPA,

Enseignant Chercheur à la Faculté des Lettres et
Sciences Humaines (FLSH) - Université de Bangui.

Email : bekpah@yahoo.fr

Submitted: 2021-05-31

valued: 2021-06-13

validated: 2021-06-30

RÉSUMÉ

La République Centrafricaine (RCA) connaît un malaise géopolitique et humanitaire sans précédent. La situation sécuritaire qui ne cesse de se dégrader a atteint son paroxysme avec l'avènement de la Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC) en décembre 2020. Avec cette coalition, le pays est revenu au cœur de l'actualité, avec ses drames humanitaires, son insécurité, son cycle d'exactions et de représailles. Les efforts entrepris par le gouvernement pour restaurer durablement la paix en RCA n'ont pas produit les résultats souhaités. D'où l'intervention des Nations-Unies dans le cadre de l'opération de maintien de la paix et de certains pays amis tels que la Russie et le Rwanda aux côtés des Forces Armées Centrafricaines (FACA).

L'objectif de cet article, est d'analyser les défis de la sécurité et de la restauration d'une paix durable dans ce pays plongé dans une instabilité chronique au cours de la dernière décennie.

Mots clés : forces armées, défis, sécurité, restauration, paix durable.

ABSTRAT

The Central African Republic (CAR) experiences an unprecedented geopolitical and humanitarian malaise. The security situation which continues to deteriorate reached its climax with the advent of the Coalition of Patriots for Change (CPC) in December 2020. With this coalition, the country has returned to the heart of the news, with its humanitarian tragedies, its insecurity, its cycles of abuses and reprisals. The efforts undertaken by the government to restore lasting peace in the CAR have not produced the desired results. Hence, there is the intervention of the United Nations within the framework of the peacekeeping operation and that of certain friendly countries such as Russia and Rwanda alongside the Central African Armed Forces (CAAF). The objective of this article is to analyze the challenges of security and the restoration of a sustainable peace in this country plunged into chronic instability over the past decade.

Keywords: Armed forces, challenges, security, restoration, sustainable peace.

Si cet article vous intéresse, vous pouvez le [télécharger gratuitement](#) ici.

Pour citer cet article : BEKPA A. H., « Les Forces Armées Centrafricaines face aux défis de la sécurité et de la restauration de la paix durable », *Annales de l'Université de Bangui*, série A, n° 15, juin 2021, www.surandara-ub.org/

Introduction

En République Centrafricaine, la question de défense¹ et de sécurité se pose encore avec acuité depuis l'avènement au pouvoir de la coalition *séléka*² en 2013. Cette problématique a pour corolaire une gestion publique peu rigoureuse et une gouvernance défailante. L'incursion perpétuelle des rebelles de la Séléka et mercenaires étrangers sur le territoire centrafricain a rendu la situation sécuritaire encore plus dramatique. En plus des exactions, ces milices étrangères se livrent régulièrement aux trafics des mines (diamant, or, etc.) et des trophées de la faune sauvage comme le souligne à juste titre Philippe Hugon (2014).

Une autre rébellion, cette fois-ci ougandaise, l'Armée de Résistance du Seigneur (*Lord's Resistance Army LRA*), avait, dès le début de l'année 2008, pénétré en République Centrafricaine à partir des bases qu'elle possédait dans le parc de la Garamba, au Nord de la République Démocratique du Congo (RDC). Après la sous-préfecture d'Obo, à l'extrême sud-Est de la RCA, cette rébellion a poursuivi sa progression vers le Nord, ceci pour contourner la riposte des forces spéciales ougandaises et américaines. Dans son élan expansionniste, elle a commis de nombreuses exactions jusque dans la préfecture de Haute-Kotto (Gérard Gerold et Mathieu Mérino, 2014). En décembre 2020, une coalition rebelle dite des patriotes pour le changement et dirigée par l'ancien chef d'État Bozizé, tente de s'emparer du pouvoir avec tous les dégâts collatéraux et les conséquences néfastes.

En dépit de la mobilisation des forces régionales et internationales en République Centrafricaine, la paix reste fragile en raison de l'embargo qui pèse sur les armes à destination de la République Centrafricaine depuis le déclenchement de la crise en 2013. Aussi convient-il de noter que les crises militaro-politiques sont devenues récurrentes et font subir aux populations des violences indescriptibles qui entravent toute libération des potentiels individuels et collectifs. Du coup, l'armée centrafricaine fait face à un véritable problème d'armement et d'organisation.

¹La défense est un ensemble de système et d'organisation de l'institution militaire comme instrument de sécurité tant du point de vue humain que budgétaire. Elle couvre la mobilisation de moyens civils.

² La Seleka (« Alliance » en sango), aussi orthographiée Séléka, est une coalition à coloration musulmane constituée en août 2012 de plusieurs groupes rebelles qui avaient pour but de chasser du pouvoir le président centrafricain François Bozizé, ce qu'elle fera le 24 mars 2013. Elle est ensuite officiellement dissoute en septembre 2013 mais continue de contrôler une grande partie du territoire national.

Venues dans le cadre de l'opération *Sangaris*, les troupes françaises ont très vite laissé le terrain à la MINUSCA³ et à l'EUTEM-RCA⁴ chargée de recycler l'armée centrafricaine. Face à l'échec des forces onusiennes à ramener la paix en Centrafrique, les autorités politiques du pays ont fait recours à la Russie et à l'armée rwandaise qui aident les FACA dans la reconquête des localités jusque-là sous contrôles des rebelles.

Toutefois, les défis sécuritaires restent une véritable préoccupation en raison de la guerre géopolitique que se livrent désormais la Russie et la France sur le territoire de ce pays enclavé d'Afrique centrale.

1. Problématique

La République Centrafricaine est l'un des pays d'Afrique centrale, le plus touché par l'insécurité de toute nature et singulièrement les conflits armés qui ont plombé le développement du pays. Au rang des causes de cette insécurité figure la faiblesse du système de sécurité et de défense. Or, il existe un large consensus sur le fait que l'adoption des mesures et programmes des préventions de conflits revient moins cher que la mise en place de programmes destinés à résoudre des conflits existant et des dommages causés. D'après la pensée hobbesienne, le besoin de sécurité crée l'État. La sécurité est par conséquent consubstantielle à l'État⁵. En plus, partant du postulat que la sécurité a fait l'État et ce dernier a fait la sécurité, la dialectique État-sécurité ne se construit que si les deux se sont constitués dans l'unité de leur « ontogenèse » (Pélagie Chantal Belomo Essomo, 2009 : 41). Enfin, les crises politiques à l'œuvre en République Centrafricaine, de même que les enjeux géopolitiques et géostratégiques auxquels fait face ce pays, constituent autant de facteurs importants de fabrication de cet ordre. Tout ceci reflète l'idée de danger sécuritaire perpétuel dans cette partie du monde (Pélagie Chantal Belomo Essomo, 2009 : 41).

La question principale qui va orienter cette étude est la suivante : quelles sont les contraintes qui freinent les actions militaires pour une paix durable en RCA? De cette question, peuvent découler d'autres secondaires à savoir :

³ Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en Centrafrique

⁴ European Training Mission en Centrafrique

⁵En outre, compétence régalienne la sécurité a fait l'objet d'un processus de confiscation par l'État souverain au sens wébérien

Pour citer cet article : BEKPA A. H., « Les Forces Armées Centrafricaines face aux défis de la sécurité et de la restauration de la paix durable », *Annales de l'Université de Bangui*, série A, n° 15, juin 2021, www.surandara-ub.org/

- Dans un contexte de la déliquescence de l'armée, comment celle-ci fait-elle face aux modes opératoires des groupes armés ?
- Dans quelles mesures peut-on envisager une démarche prospective d'action en vue d'une armée capable de restaurer une paix durable ?

Telles sont les grandes préoccupations auxquelles, l'étude tentera d'y répondre. Au regard de ce questionnement, l'hypothèse d'un système de sécurité inapproprié et inefficace est vérifiable en République Centrafricaine. Les données empiriques démontrent que le dérèglement progressif du système de sécurité depuis des décennies est à l'origine de l'incapacité de l'armée centrafricaine à faire face aux agressions des groupes armés.

2. Matériels et méthode

La collecte des données empiriques dans le cadre de ce travail, nécessite la mobilisation d'une méthode de type structuro-fonctionnaliste. L'échelle nationale est retenue comme champ d'investigation. Les outils qualitatifs de collecte de données suivants sont retenus : observation directe, recherche documentaire, entretien individuel et de groupe. Les contacts avec les personnes ressources à travers des entretiens aussi bien formels qu'informels ont permis de compléter les données livresques et corriger certains manquements.

L'approche structuro-fonctionnaliste est fondée par le sociologue américain Talcott Parsons (1951). Ce courant de pensée met l'accent sur l'analyse de la structure et du fonctionnement d'une organisation. Mobiliser comme modèle d'analyse, le structuro fonctionnalisme permet d'expliquer l'instabilité sociopolitique chronique en RCA comme la résultante d'un système de défense inapproprié et dysfonctionnel lié au délabrement progressif de l'armée.

3. Résultats et discussion

En tant qu'organisation, l'armée est composée d'acteurs (les militaires) intervenant au sein d'institutions dans des contextes socio-historiques et sur des territoires caractérisés par des tensions, des violences et des conflits armés. Les nombreux travaux sur l'armée en Afrique divisent les chercheurs et les disciplines (Abrahamsen 2013, Augé, Gnanguignon 2015, cité par Philippe Hugon et Naïda Essiane Ango 2018). Sur le plan historique, y a-t-il continuité ou rupture entre les périodes précoloniales, coloniales et postcoloniales ? Lors des indépendances, les armées ont-elles été actives ou passives dans la construction des jeunes États ? Les rapports que les armées entretiennent avec le pouvoir politique doivent-ils être analysés en termes d'acteurs, d'organisations ou d'institutions ? Les déterminants des transformations des armées

sont-ils endogènes et ancrés dans des trajectoires nationales, ou sont-ils externes et principalement liés aux jeux de puissances extérieures et au contexte international ? Quel rôle joue la conflictualité armée dans la formation et la structuration des armées ? Peut-on parler d'une prétoriarisation de l'État ? (Philippe Hugon et Naïda Essiane Ango 2018 : 5). Les réponses à ces interrogations des chercheurs, constituent les résultats attendus de cette étude. L'armée centrafricaine n'a pas encore été totalement libérée des influences géopolitiques. Cette influence fragilise son efficacité dans la recherche de la paix telle qu'on observe sur le terrain.

3.1. Résultats

3.1.1. Genèse de l'armée centrafricaine

L'armée centrafricaine fut créée en 1960 par la loi 60.195 et placée sous l'autorité du capitaine Jean-Bedel Bokassa, premier Chef d'État-major des armées. Après son coup d'État de décembre 1966, Bokassa, président de la République, engagea des réformes relatives à la restructuration de l'armée. Ainsi, une composante de génie militaire spécialisée fut créée dans le but de réaliser des grands travaux d'intérêt public. L'objectif de ces initiatives était de faire de l'armée le creuset de l'unité nationale.

Armée d'élite au départ, elle va connaître plusieurs périodes de balbutiements. Suspectés d'avoir fomenté des putschs, certains officiers centrafricains ont été traqués par l'empereur Jean Bedel Bokassa. Cette situation a créé un véritable désarroi pour les officiers centrafricains démotivés dans les actions visant à protéger leur pays, parce que considérés comme des potentiels putschistes. Cependant, l'observation démontre que tous les gouvernements qui se sont succédé après la chute de l'empereur Jean-Bedel Bokassa n'ont fait qu'entretenir cette hantise.

Dans sa configuration actuelle, la structure de l'armée se présente de la manière suivante :

- Etat-major des armées ;
- Ecoles et centres d'instruction ;
- Corps de troupes basés tous à Bangui ;
- Corps des sapeurs-pompiers ;
- Services interarmes (santé, intendance, aumônerie, etc.) ;
- Régions militaires.

Malgré cette configuration, l'armée centrafricaine peine à mettre en place un système efficace de défense en vue de contrôler l'intégrité du territoire.

3.1.2. Mécanismes de défense existant en République Centrafricaine

Depuis son accession à l'indépendance, la République Centrafricaine à l'instar des autres pays d'Afrique, s'est dotée de différents mécanismes en matière de défense et de sécurité. Le système de défense est composé des Forces Armées Centrafricaines (FACA), la gendarmerie et de la police nationale. A ces corps s'ajoute la Garde Présidentielle (GP). L'armée centrafricaine de façon générale est techniquement formée par l'ancienne métropole (la France). Des conseillers militaires français sont souvent positionnés près des ministères en charge de la défense. Face à des situations d'adversité, l'État centrafricain s'en remet à l'ancienne puissance coloniale pour solliciter son secours. C'est la raison pour laquelle, que ce soit dans le domaine de la gendarmerie ou des officiers de l'armée nationale, des opportunités des formations de recyclage ou de renforcement de capacités sont constamment organisés à l'intention de ces derniers. Cependant, en dépit de cet effort, l'armée centrafricaine n'arrive pas à accomplir son devoir régalien, celui d'assurer la protection des personnes et de leurs biens. Les littératures scientifiques sur la sécurité sous régionale ont attesté que la RCA est une poudrière, regorgeant des armes légères, situation due non seulement à la porosité de ses frontières mais aussi à la récurrence des crises.

3.1.3. Facteurs de la déliquescence de l'armée centrafricaine

Au sortir de l'indépendance, l'armée centrafricaine était mise en place pour sécuriser le territoire, la nation centrafricaine, et les institutions publiques. Les FACA sont devenues l'une des armées les plus mal entraînées et les moins équipées d'Afrique (Samuel Decalo, 1989 :157, 168). Les différents Chefs d'État qui se sont succédé à la tête du pays ont ethnicisé l'armée. Depuis 1996 avec les mutineries de l'armée, on assiste au pillage du dépôt d'armes jusqu'en 2013 à la chute du Général Président François Bozizé. Depuis lors, l'État centrafricain se trouve dans un chaos de sécurité dont les répercussions humanitaires ont atteint les pays adjacents. A défaut d'un ancrage du système démocratique, bon nombre de militaires ne s'acquittent pas de leur devoir comme il se doit. En effet, à la faveur de l'impunité ambiante ils se livrent à des exactions sur la population qui est condamnée à vivre dans la terreur et ne sait plus à quel saint se vouer. Cette attitude de l'armée est résumée par Jean-Paul Ngoupandé (1997 : 201) en ces termes : « l'armée qui devrait avoir pour mission de garantir la sécurité de la nation et la pérennité de l'État devient un instrument de suicide collectif ».

Dans les démocraties avancées, l'armée qui est apolitique demeure à l'écart du jeu politique pour respecter sa neutralité et ne s'occuper que de sa mission régaliennne, celle de défendre l'intégrité territoriale. En revanche, dans de nombreux pays africains et particulièrement en RCA, l'armée est souvent présente sur la scène politique.

L'immixtion de l'armée dans la vie politique résulte de deux raisons. La première est liée à la mauvaise gouvernance qui engendre l'instabilité, les débordements, l'injustice, la rupture violente de la paix et de l'ordre social qui poussent les soldats à s'emparer du pouvoir de l'État. Les coups d'État de Bokassa en 1966, de Kolingba en 1981, de Bozizé en 2003 pour ne citer que ceux-ci, étaient justifiés par cet argument. La deuxième raison liée à la politisation de l'armée est son caractère ethnique. Cette « *ethnisation* » de l'armée entraîne inéluctablement la perte du sens patriotique et fait disparaître l'esprit d'équipe et engendre l'effritement de la loyauté envers les institutions de la République. Le sentiment d'appartenance (ethnique, régionale, clanique, etc.) est prégnante. L'enrôlement des jeunes dans l'armée se fait sous le prisme politico ethnique et traduit la volonté des dirigeants à disposer d'une armée qui n'a que pour objectif leur protection au grand dam de la population, comme le souligne Jean Christophe Gouga III, (2000 : 99) : « l'armée a privilégié la mission de sécuriser les régimes politiques en place contre les tentatives de séditions internes. Elle est entrée au cœur des pouvoirs et remplit essentiellement des fonctions de sécurité militaire interne ». Les soldats recrutés dans ces conditions, convaincus du soutien indéfectible du chef de l'exécutif, ne remplissent plus la mission qui leur est dévolue. C'est ainsi qu'ils excellent dans des exactions, des exécutions extrajudiciaires.

Des situations comme l'entretien des milices, la distribution d'armes de guerre par les tenants du pouvoir, contribuent à l'exacerbation du vandalisme. Ce comportement d'incivisme débouche même sur une consécration du banditisme d'État. L'armée, dans ces conditions, n'est plus républicaine : « Elle est devenue le repaire des bandits, des désœuvrés en quête d'emploi rémunérateur dans le secteur public ou encore le lieu de recyclage des progénitures des officiers devenues délinquants » (Zéphirin Mogba, 2014 : 31). Les règles de recrutement et l'octroi des grades se font sur la base du clientélisme politico-ethnique afin de rendre les bénéficiaires plus sûrs et plus manipulables.

Dans ce contexte de déliquescence de l'armée, les rebelles, profitant de la porosité des frontières avec le Tchad et le Soudan, s'approvisionnent en armes et munitions et faisant de la République

Centrafricaine une véritable poudrière à ciel ouvert (Eric G. Berman et Louisa N. Lombard 2008).

Par ailleurs, le gouvernement centrafricain ne dispose nullement de moyens nécessaires pour s'approvisionner en armes. On note également l'inexistence des bases et des régions militaires dans les villes de provinces. Ne rencontrant aucune résistance, les groupes rebelles s'installent ou peuvent atteindre facilement la capitale. L'attaque de Bangui en janvier 2021 par la CPC en est une illustration. Toutefois, même si ces moyens existent grâce à l'aide internationale, l'embargo qui frappe le pays de plein fouet, l'empêche pour le moment de s'approvisionner suffisamment en armes. La posture de faiblesse pousse l'État centrafricain à engager des relations géopolitiques dans le domaine militaire avec d'autres pays occidentaux tels que les États Unis (Philippe Hugon et Assiane Ango 2018), la Chine et notamment la Russie. Les russes contribuent à la formation (renforcement des capacités) des militaires centrafricains à Béréngou dans la commune de Pissa (sud-ouest de la République Centrafricaine).

Cette situation de vulnérabilité de l'armée centrafricaine ne date pas d'aujourd'hui. La faiblesse de celle-ci est l'effet d'une erreur congénitale du fait de choix délibéré du président David Dacko d'avoir une armée faible et de petite envergure (Eric G. Berman 2008) au sortir de l'indépendance. L'erreur congénitale conduira avec la force de mutation sociopolitique, l'implication géopolitique aux différentes crises notamment les coups d'État, les mutineries auxquels s'ajoutent les phénomènes des coupeurs de route, les conflits d'occupation d'espace entre les agriculteurs et les transhumants qui ont pris de l'ampleur, sans que le système de sécurité ait trouvé de solutions conséquentes aux modes opératoires des forces nuisibles comme le disait (Eric G. Berman 2008).

3.1.4. Modes opératoires des groupes armés en RCA

Avant la multiplication des groupes de rébellion dans le nord, le nord-Est, et le nord-ouest du pays, ces différentes zones étaient en proie aux coupeurs de route venant du Tchad, du Soudan notamment pendant la saison sèche. La situation sécuritaire s'est détériorée avec la démission du leader de la Séléka Michel Djotodja à la tête de la Transition de 2013. Cette fragilité de la Transition s'expliquait par le caractère hétéroclite de la Séléka. De ce fait, chaque chef rebelle occupait une zone et passait systématiquement à l'exploitation des ressources minières, percevait les impôts en lieu et place de l'État à travers une administration parallèle basée sur la prédation. Dans chaque localité, s'affrontent deux groupes de rébellion rivaux Anti-balaka et

Séléka. La porosité des frontières avec le Tchad, le Soudan et la République Démocratique du Congo a favorisé d'une autre manière la prolifération des armes légères et de petits calibres, et la constitution des groupes rebelles en RCA notamment dans le nord, le nord-Est, le nord-ouest, occupant les trois quarts du Territoire.

L'éparpillement des rebelles s'inscrit dans une logique de fractionnement du territoire, en zone d'occupation, face à l'armée nationale placée sous embargo des Nations Unies depuis décembre 2013. Leurs modes opératoires consistaient à exercer la violence sur la population civile, pour leurs revendications auprès du pouvoir central, et la communauté internationale. Ils se caractérisent aussi par des tueries individuelles ou de masse⁶ contre les populations civiles, parfois sous prétexte de vol de bétail. Les revendications plus pointues parmi tant d'autres sont notamment leur incorporation au sein de l'armée avec principal argumentaire l'injustice à l'égard des musulmans centrafricains et leur faible représentation au sein de service de sécurité. Du côté des groupes Anti-balaka, ils développent la stratégie d'harcèlement de la population musulmane en s'emparant de leur bétail y compris la prise d'otages contre rançon.

Comme nous l'avons mentionné plus haut, un autre groupe armé dénommé Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC), créé le 17 décembre 2020, va investir le champ politique centrafricain. Cette coalition hétéroclite est composée respectivement des groupes armés : les 3R⁷, l'UPC⁸, le MPC⁹, le FPRC¹⁰, les Anti-balaka aile Mokom et les Anti-balaka aile Ngaissona et placée sous la présidence de l'ancien chef d'État François Bozizé. Le mode opératoire de cette coalition consistait principalement à faire échec à la tenue des élections présidentielle et législative de décembre 2020. Il s'agissait également pour cette coalition de contraindre le pouvoir de Bangui à faire participer ses membres au dialogue annoncé. Ainsi des actes d'intimidation des électeurs et d'obstruction du corridor Bangui-Béloko seront orchestrés par la CPC pour asphyxier le pays. C'est dans ce contexte que la RCA, dans le cadre des coopérations bilatérales, va recevoir des appuis logistiques et militaires des forces russes et rwandaises, lesquels ont permis d'organiser une riposte en vue de la reconquête du Territoire.

3.1.5. Stratégies de riposte des forces loyales

⁶ La récente est celle de Paoua dans les villages de Koundjili, Ndjondjom et Bohong avec au moins 50 morts. Tueries perpétrées par les éléments du 3R dont le Chef rebelle est Sidiki.

⁷ Retour Réclamation et Réhabilitation

⁸ Unité pour la Paix en Centrafrique

⁹ Mouvement Patriotique pour le Centrafrique

¹⁰ Front Populaire pour Renaissance de Centrafrique

Pour mettre terme à ce climat de terreur, la République Centrafricaine, notamment les autorités de l'époque sont contraintes de réactiver ce que l'on appelle en sociologie politique, leur « capacité extractive » (Roger Gérard Schwartzberg, 1988 : 111). Autrement dit, l'État tâchait de remobiliser son système, pour en extraire aussi bien au niveau national qu'international les moyens économiques, militaires, financiers lui permettant d'écarter le danger génocidaire. En plus de mécanismes de sécurité nationale, plusieurs mécanismes de riposte sous l'initiative de l'Union Africaine ont été mises en place dans l'intérêt de la sécurité.

On peut répertorier la Mission Interafricaine de Surveillance de l'Accord de Bangui (MISAB) en 1997, transformée en Mission des Nations Unies en République Centrafricaine (MINURCA) de 1998 à 2000, après la stabilisation, ce dispositif est transformé en Bureau des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Centrafrique (BONUCA) de 2000-2009 ; celle-ci sera transformée en Bureau Intégré des Nations Unies en République Centrafricaine (BINUCA) dans l'optique de poursuivre la consolidation de la paix. La paix acquise grâce à l'implication de la communauté internationale reste fragile. Cela s'explique par le fait que les pistes de solutions imposées par les partenaires internationaux ne sont pas de nature à ramener la paix, mais créent plutôt les conditions d'une nouvelle crise ou ne favorisent que la recrudescence des groupes armés.

L'Assemblée Nationale centrafricaine a voté une loi renforçant les relations diplomatiques entre la RCA et la Russie dans le domaine militaire. A cela s'ajoute l'appui des forces de l'EUTEM-RCA de l'Union Européenne. Mais l'armée centrafricaine manque de moyens logistiques conséquents. Les soldats qui sont progressivement déployés dans certaines villes du pays, (Obo, Bambari, Kaga Bandoro) ont vu leurs forces réduites, qui ne se limitent qu'à de simples patrouilles sous le contrôle des soldats onusiens, la MINUSCA. Au-delà, le mécanisme du système sécuritaire centrafricain repose sur les forces armées centrafricaines (FACA), lesquelles sont sollicitées par les populations et à qui ces dernières font confiance.

3.1.6. Attentes sécuritaires des populations centrafricaines

La paix est la principale préoccupation des populations centrafricaines. Bien qu'une paix relative et précaire soit retrouvée à Bangui, de nombreuses régions du pays sont encore sous l'emprise des rebelles, même si ceux-ci se sont retirés de certaines villes qu'ils contrôlaient. Les populations, la société civile ainsi que les groupes de pressions apolitiques militent tous pour le redéploiement des Forces Armées Centrafricaines (FACA) sur l'ensemble du territoire

national. En d'autres termes, c'est le redéploiement et la restauration de l'autorité de l'État qui est vivement souhaité comme souligne un interviewé :

Pour moi, le véritable problème de la République Centrafricaine est d'abord sécuritaire. Aucun État ne peut fonctionner sous l'embargo. L'État doit déployer les forces de sécurité confondues sur tout le territoire (la police, les FACA, la gendarmerie, etc. auprès des populations dans les villes et villages). Le peuple veut voir son armée auprès de lui pour le sécuriser. Force est alors de constater que ce n'est pas le cas. Les forces internationales notamment onusiennes de la MINUSCA ne maîtrisent pas le territoire. De nombreux cas de tueries ont été perpétrés dans des zones même sous le contrôle des soldats de la MINUSCA ; parfois en présence de ces soldats. Pourtant, ils ont le mandat d'imposer la paix par les moyens robustes dont ces soldats de la MINUSCA disposent. Je répète que la paix ne peut pas revenir en RCA sans un redéploiement de l'autorité de l'État sur toute l'étendue du territoire.

Ce témoignage illustre bien le désir aigu des Centrafricains de voir leur armée redéployée sur tout le Territoire. Malheureusement, ce n'est pas le cas. L'embargo et les faiblesses qui caractérisent l'armée centrafricaine ne lui permettent pas de contrer les agissements des groupes armés.

3.2. Discussion

3.2.1. État face aux défis de la paix : une violation flagrante du contrat social entre gouvernés et gouvernants.

Les concepts attenants à la paix¹¹ (tels ceux de justice et de sécurité collective, etc.) dépendent non seulement de déterminations idéelles, mais encore sociologiques, quant à leur réalisation dans l'histoire par des groupes humains. Les efforts pour « faire la paix » ont également transformé les manières de préparer la guerre, et sous son apparente unicité le concept de paix a donné lieu à différents « droits » ; l'idée même d'un « droit de la guerre » a pu sembler, elle, longtemps paradoxale, mais c'est bien son écriture qui a modifié le déroulement de la guerre dans la modernité et, parallèlement, c'est par le droit que les nations sont parvenues à établir des instances de règlement des conflits au XX^e siècle (Gilles Campagnolo 2006). Si c'est au titre de l'absence de conflit ou de guerre qu'on entend le mot « paix », alors sans doute cette

¹¹Qu'est-ce qu'au juste la paix ? En fait, la paix est l'absence de conflit, elle est aussi tissage perpétuel de relations chaleureuses de bon voisinage basée sur les valeurs humaines et la créativité des uns et des autres pour dépasser les difficultés, les heurts et ses propres frustrations. Dans ces relations impliquent le bien-vivre ensemble, solide et durable, basée sur le respect, la sérénité, la cordialité et la bonne intelligence entre humains. Sociologiquement, la paix désigne l'entente amicale de tous les individus qui composent une société. Elle n'implique pas l'absence de conflit, mais une résolution systématiquement calme et mesurée de toute difficulté conséquente à la vie en communauté, principalement par le dialogue.

dernière n'a jamais duré longtemps ni dans le for intérieur de l'homme, ni dans les relations entre les individus, et *a fortiori* entre les groupes humains qui nous intéressent ici. En effet, clans, tribus, peuples prirent conscience de l'unité de leur situation dans le temps et l'espace en s'opposant les uns aux autres, et la reconnaissance mutuelle qu'ils acquièrent ainsi passe d'abord, dans l'immense majorité des cas, par la violence et le conflit. Cependant, la paix ne doit pas pour autant être réduite seulement à un vœu pieux, ou à une chimère, car les combattants y reviennent toujours et quoi qu'ils en aient : la paix se présente à eux comme logiquement nécessaire (ne fût-ce que pour jouir des avantages obtenus par la guerre), et ontologiquement première, selon la nature du concept explicité par Aristote (Gilles Campagnolo 2006).

Les théoriciens du contrat social convoqués, tels que Thomas Hobbes (1588-1679) et Jean Jacques Rousseau (1712-1778) ont jeté les bases politiques de la paix, en dégagant quelques fondements. Pour ces deux auteurs, le rôle de l'État est de mettre de l'ordre dans la cité, par tous les moyens. L'objectif du pouvoir est de mettre terme aux désordres. Thomas Hobbes, quant à lui, dans le *Léviathan*, l'État de nature ou de guerre est dominée par les passions telles qu'observées chez les rebelles, à savoir la partition du territoire, les tueries individuelles et de masse, etc.

Quoique des efforts soient parfois déployés pour la résolution consensuelle des conflits (accords de paix dont le récent est celui de Khartoum au Soudan entre les différentes entités, l'État centrafricain et les belligérants), la paix demeure toujours une « quête » pour l'État en raison des désirs insatiables des insurgés qui se disent lésés par le pouvoir central. Pour sortir de cet état de guerre permanente, de tous contre tous, le retour à l'État de droit tel que préconisé par (Montesquieu 1748) s'avère nécessaire. Jean Jacques Rousseau abonde presque dans la même logique que Hobbes. Rousseau fonde son analyse de la paix et guerre sur la mauvaise gouvernance. Les revendications des insurgés méritent également d'être prises en compte. Rousseau entend que l'être humain à l'état de nature a peu de désirs de sorte qu'il est plus farouche que méchant. Ce sont les interactions sociales (mauvaise répartition des biens ou de la gouvernance, injustices) avec les autres membres de la société et les institutions qui rendent les êtres humains « méchants » et deviennent des facteurs aggravant les inégalités. Les conflits naissent dans un système politique lorsque des contestataires proclament qu'ils souhaitent le départ des dirigeants du pouvoir, parce qu'ils gouvernent mal (Pierre Flambeau Ngayap 1999 : 59). Pour retrouver l'équilibre naturel, l'homme doit avoir recours à l'artifice du contrat social

et être gouverné par des lois résultant de la volonté générale exprimée par le peuple, d'où la démocratie, condition sine qua non d'une paix durable en RCA.

3.2.2. Vision prospective d'une armée républicaine au service d'une paix durable

Pour faire de l'armée centrafricaine un outil de restauration d'une paix durable, l'accent devra être mis sur le volet formation à travers la création des écoles. Ces formations devront prendre en compte les questions liées à la gestion des enjeux géostratégiques qui prévalent en RCA. Le civisme et la culture du patriotisme doivent constituer les critères d'engagement des hommes de troupe. Concrètement, le gouvernement centrafricain doit investir dans une armée de métier, de professionnels, qui, à l'image des autres corps d'emploi (médecins, enseignants, etc.) savent lire et disposent des moyens pour poursuivre leur formation tout au long du parcours professionnel en vue de rehausser leur capacité opérationnelle et technique.

La transformation des FACA en une armée de garnison est indispensable. La projection a toujours été le mode d'investissement utilisé par les FACA. On en connaît les conséquences désastreuses. La restructuration des FACA autour d'une armée de garnison doit permettre de résoudre certaines difficultés inhérentes à la projection pour que celles-ci soient proches des populations et du théâtre des opérations.

Etant donné que la déstabilisation de la RCA pourrait avoir des répercussions dans la sous-région, la mise en place d'un système d'alerte ou d'un mécanisme de défense pour la prévention des conflits en Afrique Centrale s'avère indispensable. Ce système permettra une réaction efficace en cas d'agression ou de tentative de partition du territoire par les groupes armés. L'analyse de la guerre et de la paix dans cette sphère géopolitique et sociopolitique doit tenir compte de ce que « la perception et la représentation de l'Afrique centrale en tant que région est déterminée par des organisations interétatiques comme la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique centrale CEMAC, ex UDEAC et la Communauté Economique des États de l'Afrique Centrale » (Sindjoun 1999). On peut être d'avis avec Bangoura, que devant ces défaillances ou carences « par le bas », il importe d'examiner les cas des forces africaines de paix initiées et organisées « par le bas », c'est-à-dire à une échelle africaine sous régionale ou réduite » (Bangourra 2001 : 99).

CONCLUSION

Une paix durable est essentielle au maintien de la capacité d'intervention d'un État. Elle représente un facteur clé de développement économique et social. Il est donc indispensable de restaurer les institutions qui en sont garantes ; car aucun pays au monde ne peut se développer dans la violence. C'est la raison pour laquelle, les États ont toujours cherché par tous les moyens pour prévenir la guerre mais aussi mettre fin à la guerre. Depuis 2013, 2016, 2020, 2021 la République Centrafricaine connaît des troubles militaro politiques. Face donc à ces contraintes sécuritaires, la RCA a développé des mécanismes de défense pour mettre hors état de nuire les groupes rebelles. Il en ressort que l'État centrafricain se trouve dans une déliquescence avancée et compte sur ses relations géopolitiques avec les pays d'Afrique Centrale, des Nations Unies, de la Russie, de la Chine, des États Unis, de l'Union Européenne pour arrêter cette crise. En dépit de ces mobilisations géopolitiques, la véritable paix n'est pas encore retrouvée. Des cas de tueries planifiées individuelles ou de masses sont toujours signalés à travers le pays. L'État tente de redéployer l'armée sur tout le territoire, mais une armée dépourvue d'armes. La voie diplomatique est aussi privilégiée à travers l'accord de paix de Karthoum (Soudan) signé par le Président Centrafricain, Faustin Archange Touadera le 06 Février 2019. Cependant, cet Accord souffre dans sa mise en œuvre à cause des comportements déviants de certains groupes armés signataires.

Bibliographie

- Ango, Ela, P., 2001, *La prévention des conflits en Afrique centrale : prospective pour une culture de la paix*. Paris, Karthala.
- Badie, B., Birnbaum, P., 1979, *Sociologie de l'État*, Paris, Grasset.
- Bangoura D., 2001, « *Les modalités d'intervention : cas de maintien de la paix (Libéria et Centrafrique)* » In Ela La prévention des conflits en Afrique Centrale, Paris, Karthala.
- Belomo Essono Ch. P., 2007, « L'ordre et la sécurité dans la construction de l'État au Cameroun », Université Montesquieu-Bordeaux IV/IEP de Bordeaux/CEAN.
- Belomo Essono Ch., 2011, « *Sécurité et ordre politique au Cameroun : entre dynamiques internes et connexions internationales* » dans Revue africaine des relations internationales, Vol. 12, Nos. 1 & 2, 2009, pp. 39–80 Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique.
- Berman, E. G et lombard, L. N., 2008, *La République centrafricaine et les armes légères une poudrière régionale*, Genève, Institut universitaire de hautes études internationales.
- Chapleau, P., 2005, *Sociétés militaires privées, enquête sur les soldats sans armées*, Paris, Rocher.

- Chauvin, E., Seignobos, C., 2013, « *L'imbroglia centrafricain. État, rebelles et bandits* », Afrique contemporaine, n° 248, p. 119-148.
- Decalo, S., 1989, *Psychoses of Power: African Personal Dictatorships*. Boulder, Colorado : WestviewPress.
- Gerold, G., Merino, M., 2014, « *L'effondrement de l'État centrafricain au cours de la dernière décennie : origines de la crise et quelques idées pour en sortir* » in fondation pour la recherche stratégique, note n 08.
- Gouga, J., C., 2007, *Crises sociales en Centrafrique. Essai sur la reconstruction du capital*, Brazzaville, Les Editions Hemar, 2007.
- Hugon, P et Essaine Ango, N., 2018, « *Les armées nationales africaines depuis les indépendances. Essai de Essai de périodisation et de comparaison* » in les notes de l'IRIS, Institut Relations Internationales et Stratégiques.
- Hugon, P., 2014, « *Les défis de la stabilité en Centrafrique* » dans les notes de l'Institut de Relations Internationales et stratégiques, IRIS, Février.
- Hugon, P., 2014, « *Les défis de la stabilité en Centrafrique* » in les Notes de l'IRIS, Institut des Relations Internationales et Stratégiques.
- Pierre Kalck, 1974, *Histoire de la République Centrafricaine. Des origines préhistoriques à nos jours*, Paris, Edition Berger-Levrault.
- Mogba, Z., 2014, *Centrafrique. Difficiles transitions politiques depuis la tragique disparition de Barthélémy Boganda*, Saint-Denis, Edilivre.
- Mvelle, G, 2010, « *Les intérêts des puissances étrangères dans les conflits en Afrique Centrale : une sociologie des acteurs, des enjeux et des rôles* » in Enjeux bulletin d'Analyse géopolitique pour l'Afrique Centrale, n°42 Janvier Mars.
- MwayilaTshiyembe, 2001, « *Les principaux déterminants de la conflictualité* » in Ango Ela La prévention des conflits en Afrique Centrale, Paris, Karthala.
- NgaNdongo, V., 2006, « *La Sociologie en Afrique Centrale: États des lieux, problèmes et perspectives* » Revue Africaine de Sociologie.
- Ngaya P., 2001, « *Le monopole et le partage du pouvoir à l'origine des conflits* » In Ela La prévention des conflits en Afrique Centrale, Paris, Karthala.
- Ngoupandé, J.P., 1997, *Chronique de la crise centrafricaine 1996-1997, le syndrome Barracuda*, paris, l' Harmattan.
- NkoaAtenga, C., 1980, *Réflexion sur la stratégie de la défense en Afrique*, Yaoundé Ed.CLE.
- OwonaNguini, M., E., 2001, « *Les régimes géopolitiques et sociopolitiques de la guerre et de la paix en Afrique centrale : entre militarisme et parlementarisme : économies régionales du pouvoir et de la violence* » in Ela La prévention des conflits en Afrique Centrale, Paris, Karthala.
- Parsons,T., 1951, *Social system*, Glencoe, III., Free
- Schwartzenberg, R.G, 1988, *Sociologie politique*, Paris, Montchrestien.
- Vircoulon T, 2013, « *la Centrafrique : la marginalité du centre* », in J.P Vellovaglia, *Déterminants des conflits et nouvelles formes de prévention*, Bruxelles, éditions bruyant, pp 453-465.